

« Il faut envoyer l'ONU pour pacifier la Syrie »

ENTRETIEN. Renforcer les contrôles aux frontières de l'Europe et instaurer un mandat de l'ONU de cinq ans pour pacifier la Syrie : Valéry Giscard d'Estaing s'exprime pour la première fois sur la crise des migrants.

POUR L'ANCIEN CHEF de l'Etat, qui nous a reçus dans son hôtel particulier de la rue Bénouville (Paris XVI^e), l'Europe doit être au cœur de la prochaine présidentielle. Et, à 89 ans, il entend bien « intervenir ».

La crise des migrants met l'Europe au bord du gouffre. La Serbie et la Croatie ferment leurs frontières, la Hongrie édifie un mur de barbelés à ses portes.

L'Europe semble en pleine régression. Comment la sauver ?

VALÉRY GISCARD D'ESTAING. Il faut se méfier des propos excessifs selon lesquels l'Europe serait en danger. On était habitués dans le passé à une planète assez silencieuse. Aujourd'hui, nous vivons dans un tohu-bohu permanent qui amplifie les angoisses. Ce fut le cas déjà lors de la crise grecque : une partie de la presse économique criait à la mort de l'euro. Or, l'euro n'a jamais été en danger et son cours actuel par rapport au dollar est réaliste. Aujourd'hui, il y a une instabilité, mais elle est mondiale : la crise de migration n'est pas née en Europe mais au Moyen-Orient. Cette crise a généré un mouvement important de réfugiés politiques qui a surpris l'Europe. Celle-ci doit faire face à ce problème. Elle n'a pas bien analysé la situation, au début. Mais, maintenant, le Conseil européen vient d'adopter une démarche mieux adaptée.

L'accord de Schengen n'a-t-il pas montré ses limites ?

Schengen a été mis en place pour assurer la libre circulation des Européens au sein de l'Europe. Il s'applique également aux étrangers en situation régulière. Mais non à la libre circulation des réfugiés ou des migrants étrangers à l'Europe. L'afflux inhabituel de ces derniers a bousculé les procédures d'accueil. Mais la distinction entre les réfugiés pour cause de persécution politique ou religieuse et les migrants économiques doit être maintenue. On a trop souvent tendance à les confondre.

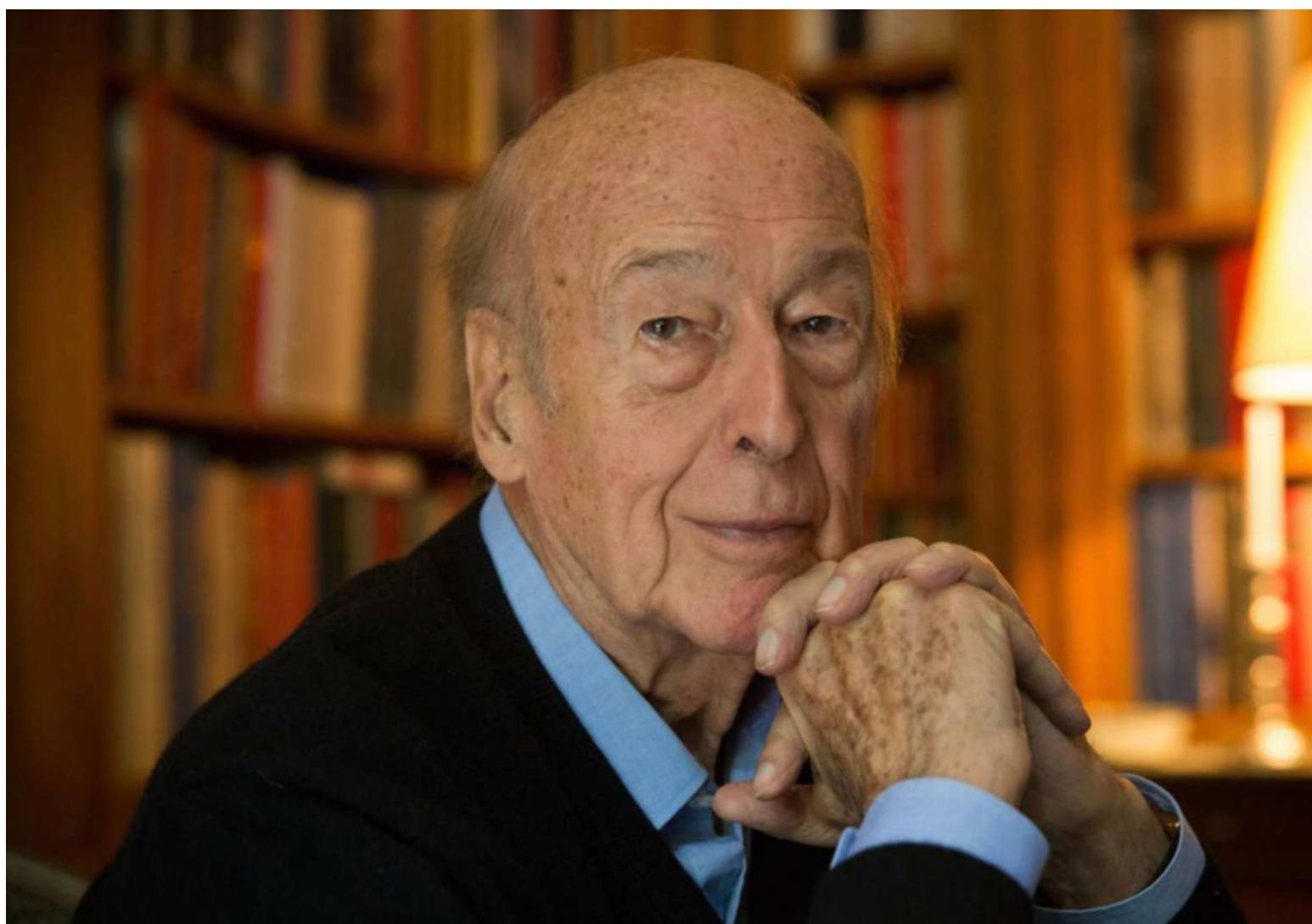
Les dirigeants politiques entrent-ils cette confusion sagement ?

Non, je ne crois pas. Le problème vient de l'insuffisance d'effort de pensée et de réflexion. Ceux qui s'expriment donnent la priorité à l'immédiat, à la réaction par rapport à l'analyse sérieuse du problème des réfugiés.

« Il ne faut pas mettre le terrorisme au-dessus des autres dangers qui nous menacent »

Comment l'Europe doit-elle s'y prendre ?

Les responsables doivent se réunir pour revenir à l'objectif de Schengen : faire que les étrangers en situation régulière en Europe puissent circuler et empêcher que ceux qui sont en situation irrégulière bénéficient des avantages que procure Schengen. Pour y arriver, il faut renforcer les systèmes de contrôle, refermer les points de passage qui, notamment



Paris (XVI^e), jeudi. Pour Valéry Giscard d'Estaing, « il faut rendre à la France l'esprit de création ». (LP/Arnaud Journois.)

dans le sud de l'Europe, sont totalement ouverts. Cela suppose des procédures pour identifier les étrangers voulant entrer en Europe et vérifier leurs droits. Et ce avant qu'ils ne pénètrent sur notre territoire. Cela peut être dans les pays de départ ou aux frontières de Schengen.

Comment traiter à terme la question des réfugiés syriens ?

Le problème du retour des réfugiés dans leur pays d'origine est très important. Leur départ entraîne une déstabilisation du pays, l'interruption de courants de civilisation très anciens. Si on encourage à partir les chrétiens d'Orient, qui sont là depuis deux mille ans, ou des ethnies comme les Kurdes et les Alaouites, on change l'équilibre politique de la région : la victoire de Daech sera garantie car il n'y aura plus d'opposition.

Que faire en Syrie ?

Il faut un effort rapide pour pacifier la Syrie, ce que les Syriens ne peuvent assurer, en raison de la situation politique inextricable. Je m'interroge sur la possibilité de créer un mandat de l'ONU sur la Syrie, pour une durée de cinq ans. Cela donnerait la responsabilité de la sécurité à une nouvelle instance avec des forces militaires professionnelles venant des membres permanents du Conseil de sécurité. Un commandement unique qui s'occuperait de la sécurité de la zone, de chasser et éradiquer Daech,

de garantir la paix en Syrie et de prévoir des élections.

Quel rôle y jouerait la France ?

Cette force onusienne pourrait être placée sous la responsabilité d'un général français. Personne encore n'a avancé une telle idée. Mais si on laisse la guerre s'installer pendant deux ou trois ans encore, le pays sera en lambeaux, livré aux extrémistes, et sa culture sera détruite.

« Sur les migrants, Merkel a plus parlé comme une dirigeante allemande que comme une Européenne »

Et Bachar al-Assad ?

Il pourrait conserver sa résidence à Damas, mais en abandonnant tout pouvoir sur la sécurité du pays.

Une telle intervention ne renforcerait-elle pas le risque d'actes terroristes sur notre sol ?

C'est un risque contre lequel nous nous protégeons. Le sentiment qui égare le plus les décisions humaines, c'est la peur. Or si l'on prend les chiffres en France depuis dix ans, les attentats terroristes représentent une relative minorité. Il ne faut pas mettre le terrorisme au-dessus des autres dangers qui nous menacent.

Ne pensez-vous pas que l'Europe ait besoin d'un nouveau souffle ?

Depuis les années 1980, l'Europe a été ballottée entre deux visions, celle basée sur des structures politiques intégrées, et qui a donné naissance à la zone euro, et d'autre part celle bâtie sur un grand marché qui a fonctionné cahin-caha.

Le plus important, c'est l'Europe qui veut s'intégrer. Elle seule peut changer les choses. Mais elle n'a ni projet ni leader. Elle a un leader relatif, c'est la chancelière allemande. Mais sur les migrants, Angela Merkel a plus parlé comme une dirigeante allemande que comme une Européenne.

François Hollande proposait cet été un « gouvernement de la zone euro ». Y êtes-vous favorable ?

Cette formule de gouvernement économique de l'Europe n'a pas de sens. Cela n'existe nulle part.

« Après l'échec de la présidence actuelle, les Français savent que les choses doivent changer en 2017 »

L'Europe doit-elle être un thème important dans la campagne présidentielle de 2017 en France ?

Après l'échec de la présidence actuelle, échec reconnu puisqu'elle n'aura pas atteint l'objectif qu'elle s'est fixé de réduction du chômage,

les Français savent que les choses doivent changer. Le candidat le plus crédible pour 2017 doit avoir deux projets : la remise en marche de la production et la reprise d'un message français pour l'intégration de l'Europe. Il faut rendre à la France l'esprit de création. J'interviendrai pendant la campagne pour le rappeler.

Que faire face aux populistes qui déferlent partout en Europe et qui font de Bruxelles le responsable de tous les maux ?

Je n'aime pas l'expression « populisme », car elle comprend le mot « peuple ». Or le peuple a le droit de penser. Si l'on refuse au peuple le droit de penser et d'exister, alors, c'est la porte ouverte aux extrémismes. La réponse au vote de protestation est le traitement des problèmes qui l'angoissent, le chômage et l'immigration désordonnée. C'est ce que j'ai tenté de faire pendant ma présidence, notamment en arrêtant à deux reprises l'immigration. C'est pour cela qu'en 1974, Jean-Marie Le Pen a recueilli environ 200 000 voix et qu'il n'a pas été en mesure d'être candidat en 1981.

Propos recueillis par
HENRI VERNET ET JANNICK ALIM

VIDÉO  leparisien.fr

VGÉ : « L'Europe doit intéresser les Français »